

éditoriaux & opinions

Le monde financier sera transformé par les pays émergents

La capitalisation boursière des institutions financières des pays émergents dépasse désormais celle des banques américaines ou des européennes. Au-delà des chiffres, la crise érode la capacité de l'Occident à se poser en modèle. Ce glissement d'autorité aura un impact sur les discussions internationales en matière de réglementation.



CHRONIQUE DE
Nicolas Véron
Économiste au sein du « think tank »
Bruegel (Bruxelles)

Pendant longtemps, le monde financier a paru faire exception à la montée en puissance inexorable des grands pays émergents. Alors même que la Chine est devenue la deuxième économie mondiale, les États-Unis et l'Europe concentrent encore l'essentiel des actifs financiers, des banques internationales, des lieux de décision en matière de régulation, ainsi que les deux principales places financières que sont Londres et New York. Mais la sphère financière ne peut être ainsi éternellement dominée par l'Occident, et la crise a brutalement accéléré la transition vers un monde financier multipolaire. Depuis début 2009, la capitalisation boursière agrégée des institutions financières des pays émergents dépasse celle des banques américaines ou des européennes dans le top 100 mondial. Les banques chinoises sont tout en haut du classement depuis la fin 2007. Leur position relative s'est accrue non seulement du fait de leur propre croissance, mais aussi de la chute des cours boursiers et de la restructuration du bilan des grandes banques occidentales. Parallèlement, les centres financiers asiatiques comme Hong Kong ou Singapour ne cessent de se

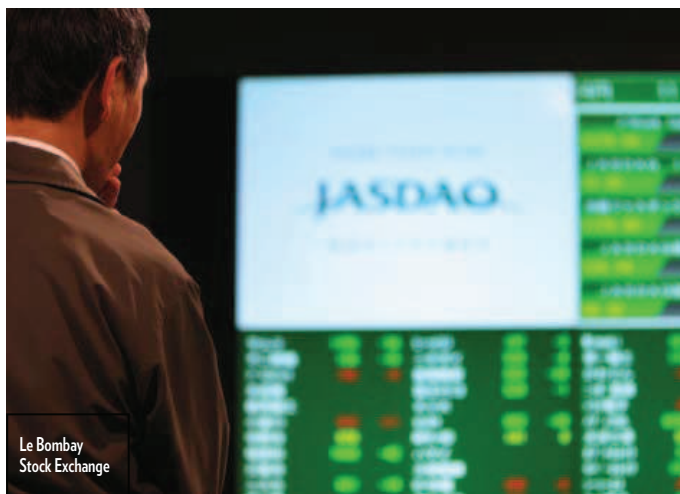
renforcer, les fonds souverains des pays émergents sont devenus des acteurs financiers majeurs, et ces pays génèrent désormais non seulement des flux d'épargne massifs mais aussi, et de plus en plus, des actifs financiers négociables. Il n'y a pas que les chiffres. La crise érode la capacité de l'Occident à se poser en modèle. Des autorités de référence telles que la Réserve fédérale américaine ou la FSA britannique ont perdu de leur stature, sans parler de firmes jadis emblématiques comme Citi, Merrill Lynch ou Goldman Sachs. Par contraste, les autorités de surveillance chinoises, indiennes ou brésiliennes ont pour l'instant su maîtriser les turbulences dans leur propre système bancaire. L'an dernier, plusieurs organismes mondiaux, notamment le Comité de Bâle et le Conseil de la stabilité financière (Financial Stability Board) se sont élargis aux principaux pays émergents, ce qui à moyen terme transformera en profondeur leurs modes de travail.

La « désoccidentalisation » du monde financier n'est certes pas mécanique ou uniforme. Certains pays émergents présentent des symptômes de bulles financières ou immobilières.

Plusieurs, dont la Chine, sont réticents à jouer un rôle actif dans des négociations internationales. La plupart manquent d'experts spécialisés, et leur niveau de développement financier reste souvent encore limité. Mais aucun de ces facteurs n'est de nature à inverser la tendance générale.

Cette transformation et ses conséquences ne sont pas acceptées par tout le monde. Certains Occidentaux, y compris en Europe, donnent l'impression de ne pas vouloir trop y penser, et se focalisent sur la relation transatlantique comme si elle restait la seule importante. De leur côté, certains acteurs émergents sont tentés d'ignorer les responsabilités que leur nouveau statut leur impose à l'échelle mondiale. La rapidité des changements suscite la peur et la méfiance. Les Occidentaux s'inquiètent du dumping réglementaire des émergents, tandis que ceux-ci craignent que certains efforts de rérégulation ne soient qu'une ruse pour leur imposer des barrières à l'entrée. Le risque et le soupçon de protectionnisme financier ne sont jamais très loin. Pour surmonter ces appréhensions, toutes les parties prenantes devront faire preuve de grandes capacités d'écoute et d'adaptation.

La dynamique de concurrence dans la finance est rendue spécifique par l'existence du risque systémique et le rôle de la régulation. Cela étant, la mondialisation ne condamne pas plus les acteurs établis au déclin dans la finance que dans d'autres secteurs. Nos institutions financières ne sont pas plus mal placées que d'autres pour développer leurs compétences, innover et réussir à l'échelle de la planète. Mais il est impératif que tous, notamment dans la sphère publique, reconnaissent et admettent les changements irréversibles qui affectent la géographie financière. Peut-être un acte symbolique fort, tel que le déménagement du Fonds monétaire international ou de la Banque mondiale vers l'Asie, pourrait-il accélérer cette prise de conscience. Une chose est sûre : l'Europe peut être fière d'avoir inventé la finance moderne, mais elle ne pourra pas compter sur des droits d'héritage pour être gagnante dans le jeu mondial. ■



Le Bombay Stock Exchange

ÉDITOS

Quand Sarkozy roulera chinois

Le général de Gaulle s'en retournera dans sa DS noire. Qui eût cru que, 46 ans après que la France a reconnu la République populaire de Chine, un de ses lointains successeurs à l'Élysée soit conduit à devoir se déplacer dans une voiture « made in China ». Cet événement considérable n'est pas une simple vue de l'esprit. Les deux grands constructeurs français, Renault et PSA Peugeot-Citroën, ont en effet décidé pour le premier, et envisage sérieusement pour le second, de produire désormais en Asie leurs modèles « haut de gamme ». Renault s'appuie sur sa filiale avec Samsung pour fabriquer en Corée sa nouvelle berline de luxe. PSA devrait suivre l'exemple en concevant et fabriquant en Chine le successeur de la C6 bretonne. Voilà pourquoi le directeur des achats de l'Élysée n'aura guère le choix : à moins de parader dans une berline allemande (!), le chef de l'État, les ministres et leurs directeurs de cabinet (enfin ceux qui ont encore droit à une grosse voiture, la piétaille étant passée au rabot budgétaire-écologique...) devront demain rouler... chinois ou coréen. Ce sont les nouvelles règles du jeu du « made in monde ».



PAR PHILIPPE MABILILLE

La Chine et les marchés émergents au sens large sont devenus la planche de salut de l'Occident. Il n'est qu'à regarder la géographie des profits des entreprises postcrise pour s'en convaincre. Faut-il, dès lors, vraiment parler de délocalisations ? Ou plutôt se féliciter de voir nos champions nationaux aller chercher la croissance (avec les dents) là où elle se trouve ? Les Chinois ont d'ailleurs trouvé le slogan parfait, quoi qu'un brin provocateur, pour résumer la situation : « Made in China, made with the world ». Pour être tout à fait équilibré, l'idéal serait évidemment que la réciproque soit vraie. Que nous produisions en Chine les voitures que nous vendons aux Chinois, très bien. Mais, à l'image de Toyota à Valenciennes, il serait logique que, demain, des entreprises chinoises produisent en France. Ce sera alors un autre événement considérable, qui n'est peut-être pas si éloigné qu'on le pense.
pmabilille@latribune.fr

LA TRIBUNE.fr RETROUVEZ chaque jour la chronique économique de François Lenglet en vidéo sur **LATRIBUNE.fr**

Statue ou statut : dilemme au Château

Dans quelques heures, Nicolas Sarkozy saura. Il saura s'il peut maintenir SA réforme des retraites, clarifier qu'il restera dans les annales comme le président de la République qui aura mis fin au carcan du départ à 60 ans, souligner à quel point il est bien un véritable réformateur. Si la mobilisation est très forte, si les syndicats poussent les feux — en évitant le piège de la grève reconductible qui risque de finir « en eau de boudin » —, si l'opposition reprend la main autrement que par des formules à l'emporte-pièce (de type « retour au 60 ans dès l'alternance » auquel les Français ne croient guère), alors, la réforme risque d'être menacée ou en partie vidée de sa substance pour espérer survivre. Dans le cas contraire, quelques concessions au Sénat sur les carrières longues ou les parents (sous-entendu : les femmes) ayant élevé trois enfants devraient permettre à l'hôte de l'Élysée



PAR OLIVIER PROVOST

de se rêver en bâtisseur de la France de demain. Il ne se privera pas alors de souligner que sa grande œuvre règle — pas complètement d'ailleurs — un problème laissé béant par l'auteur de la précédente réforme, un certain... François Fillon, que de mauvais esprits, y compris au sein de la majorité, verraient comme un meilleur candidat à la présidentielle de 2012. C'est là toute la différence entre la politique, particulièrement la démocratie, et l'histoire. Réformateur et électeurs font rarement bon ménage. Le président de la République pourra espérer se voir dresser une statue de redresseur du régime des retraites mais perdre du coup son statut de candidat vraisemblable pour le scrutin suprême tant il se sera rendu impopulaire.
oprovost@latribune.fr